



N° 13-604-MIF au catalogue — N° 041

ISSN: 1707-1844

ISBN: 0-662-89621-1

Document de recherche

Comptes des revenus et dépenses série technique

Recettes des administrations publiques attribuables au tourisme, 1998

par Conrad Barber-Dueck et Li Zhao

Division des comptes des revenus et dépenses
21^e étage, Immeuble de R.H. Coats, Ottawa, K1A 0T6

Telephone: 1 613 951-3640



Toutes les opinions émises par les auteurs de ce document ne reflètent pas nécessairement celles de Statistique Canada.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Recettes des administrations publiques attribuables au tourisme, 1998

Cette publication présente des estimations des recettes des administrations publiques attribuables au tourisme en 1998. Les principales sources de données sont le Compte satellite provincial et territorial du tourisme, les tableaux d'entrées-sorties et les fichiers de versement d'impôt T 4.

Les recettes des administrations publiques comprennent les rentrées de fonds provenant des impôts sur les revenus (c. à d. sur les revenus d'emploi, les bénéfices d'entreprises, le revenu net des entreprises non constituées en sociétés et le revenu net des entreprises publiques), des cotisations aux régimes d'assurance sociale (c. à d. le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec, l'assurance-emploi et l'indemnisation des accidentés du travail), des taxes sur la production et les produits (comme les taxes de vente et foncières), et des ventes de biens et services gouvernementaux. Ces sources de recettes sont divisées en sections pouvant être imputées ou non au tourisme, pour l'ensemble des administrations publiques et pour chacun des trois niveaux de gouvernement (le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et territoriaux et les administrations municipales). Des estimations des recettes des administrations publiques que produit chaque dollar dépensé pour le tourisme sont également présentées.

La publication contient plusieurs tableaux récapitulatifs montrant les recettes imputables au tourisme par ordre de gouvernement et par source de recettes, ainsi que plusieurs tableaux en annexe montrant les résultats détaillés par industrie et par biens ou services. On trouve également des renseignements sur les concepts, les définitions, les sources de données et les méthodes utilisées dans le cadre de l'étude.

Ottawa
Septembre 2003

No 13-604-**MIF** no 41 au catalogue
ISBN: 0-662-89621-1
ISSN: 1707-1844

No 13-604-**MPF** no 41 au catalogue
ISBN: 0-662-89620-3
ISSN: 1707-1828

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2003

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'«American National Standard for Information Sciences» – «Permanence of Paper for Printed Library Materials», ANSI Z39.48 1984.



Faits saillants	1
Introduction	2
Objectif et portée de la mesure	2
Aperçu des résultats	5
Conclusion	9
Annexe A : Concepts et définitions	11
Annexe B : Sources de données et méthodes	13
Annexe C : Tableaux statistiques	16
Annexe D : Branches d'activité touristiques (Le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) 1997)	24
Annexe E : Biens et services touristiques	26
Glossaire	27
Documents de référence	29
Série technique	30

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- .. nombres indisponibles.
- ... n'ayant pas lieu de figurer.
- néant ou zéro.
- nombres infimes.
- p nombres provisoires.
- r nombres rectifiés.
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique relatives au secret.

Recettes des administrations publiques attribuables au tourisme, 1998

Par Conrad Barber-Dueck et Li Zhao¹

Faits saillants

- Le tourisme a généré des recettes de 13,8 milliards de dollars pour les trois paliers d'administration au Canada en 1998.
- Les administrations publiques ont touché 30,1 cents pour chaque dollar de dépenses touristiques (45,9 milliards de dollars en 1998).
- Le tourisme a représenté 4,0 % des recettes des administrations publiques, ce qui est supérieur à sa contribution de 2,3 % au total du produit intérieur brut.
- L'administration fédérale a tiré 6,8 milliards de dollars du tourisme en 1998, soit 4,2 % de ses recettes; les administrations provinciales et territoriales, 6,2 milliards de dollars, soit 4,4 % de leurs recettes; et les administrations municipales, 0,8 milliard de dollars, soit 2,0 % de leurs recettes.
- L'administration fédérale a touché 14,8 cents pour chaque dollar de dépenses touristiques en 1998; les administrations provinciales et territoriales, 13,6 cents; et les administrations municipales, 1,8 cent.
- Les impôts sur les produits, comme la taxe sur les produits et services et les taxes de vente provinciales, ont été la source la plus importante des recettes des administrations fédérale, provinciales et territoriales au titre du tourisme. Ces impôts ont représenté 3,3 milliards de dollars, soit 48,9 % des recettes de l'administration fédérale au titre du tourisme. Les administrations provinciales et territoriales ont tiré 57,5 % de leurs recettes au titre du tourisme de cette source, soit 3,6 milliards de dollars.
- Les impôts sur les revenus d'emploi et sur les bénéfices des entreprises venaient au deuxième rang pour ce qui est des sources de recettes attribuables au tourisme, tant dans le cas de l'administration fédérale que dans celui des administrations provinciales et territoriales. Ces impôts ont totalisé 2,1 milliards de dollars pour l'administration fédérale, soit 31,5 % des recettes de cette administration au titre du tourisme. Par ailleurs, ils ont été à la source de 1,3 milliard de dollars pour les administrations provinciales et territoriales, soit 21,1 % de leurs recettes au titre du tourisme.
- Les autres impôts sur la production, c'est à dire principalement les impôts fonciers, ont été la source principale des recettes des municipalités au titre du tourisme. Le tourisme a généré 0,7 milliard de dollars pour les administrations municipales par l'entremise de ces impôts.
- Les recettes fiscales au titre du tourisme ont été principalement le fait des secteurs du transport aérien et de l'hébergement, chacun ayant représenté 1,3 milliard de dollars en impôts sur le revenu, en autres impôts sur la production et en cotisations aux régimes d'assurance sociale.
- La proportion la plus importante des impôts sur les produits est venue des dépenses touristiques au titre de carburant. Les taxes sur les achats des loisirs et du divertissement venaient au deuxième rang.

1. Les auteurs Conrad Barber Dueck et Li Zhao sont des économistes de la Division des comptes des revenus et dépenses de Statistique Canada. Pour plus de renseignements, veuillez communiquer au 613-951-3640 ou par courriel: iead-info-dcrd@statcan.ca. Les auteurs souhaitent remercier toutes les personnes concernées pour leur soutien et leur aide considérables, particulièrement Chris Jackson, Jacques Delisle, Demi Kotsovos, Chantal Rouvroy, Marcel Beaudry, Jamie Temple, Katharine Kemp, et tous les intervenants de la Division des comptes des revenus et dépenses, de la Division de la culture, du tourisme et du Centre de la statistique de l'éducation, Division des mesures et de l'analyse des industries et de la Division des entrées-sorties de Statistique Canada. Nous tenons à remercier la Commission canadienne du tourisme (CCT) qui ont assuré le financement du projet global.

Introduction

Selon le compte satellite provincial et territorial du tourisme (CSPTT) pour le Canada publié récemment, les touristes ont dépensé 45,9 milliards de dollars au Canada en 1998. Le tourisme a contribué dans une proportion de 2,3 % au produit intérieur brut (PIB) pour l'ensemble de l'économie cette année là, et il a été à l'origine de 3,7 % de tous les emplois. Le tourisme a donc généré des recettes pour les administrations publiques, grâce, entre autres, aux impôts sur les biens et services achetés par les touristes, et aux impôts sur la production et sur les revenus découlant de la fourniture de ces biens et services, notamment.

Le CSPTT ne comprend toutefois pas de données sur le montant des recettes des administrations publiques au titre du tourisme, la répartition de ces recettes entre les trois paliers d'administration, et les montants provenant des diverses sources, tant fiscales que non fiscales. La présente étude vise à combler ces lacunes dans les données, grâce à des estimations des recettes des administrations publiques attribuables au tourisme en 1998. On a retenu cette année de référence du fait que deux des sources principales de données pour l'étude, les tableaux des entrées-sorties provinciaux et territoriaux et les comptes satellites du tourisme de Statistique Canada pour 1998, sont parues récemment.

Il s'agit de la deuxième étude des recettes des administrations publiques attribuables au tourisme, la précédente ayant porté sur l'année de référence 1992. La présente étude est similaire à la première à de nombreux égards, mais elle comporte une couverture plus large des diverses sources de recettes des administrations publiques. La portée de l'étude ainsi que les différences entre la présente étude et la précédente sont décrites ci après. Un aperçu des résultats suit, ainsi que la conclusion. Les annexes comprennent un examen des concepts et des définitions de l'étude, des sources et des méthodes, des résultats détaillés selon la branche d'activité et le produit, ainsi que les classifications des branches d'activité et des produits utilisées.

Objectif et portée de la mesure

En 1998, les recettes globales des administrations publiques au Canada se sont chiffrées à 402,8 milliards de dollars (sur la base de la comptabilité nationale). Le tableau 1 montre les diverses sources de recettes des administrations publiques et leur importance relative pour 1998. Les impôts sur les revenus ont constitué la source la plus importante de recettes pour les administrations publiques. Les autres impôts sur la production, et principalement les impôts fonciers, ainsi que les impôts sur les produits, comme la taxe sur les produits et services (TPS) et les taxes de vente provinciale (TVP), venaient au deuxième rang en importance. Ensemble, ces impôts ont été à la source de 72,0 % des recettes des administrations publiques en 1998. Le reste a été le fait des cotisations des employeurs et des employés aux régimes d'assurance sociale, des autres transferts courants des particuliers aux administrations publiques, des revenus de placements des administrations publiques et de la vente de biens et de services par les administrations publiques.

Quelle proportion de ces diverses sources de recettes a été le fait du tourisme? La présente étude vise à répondre à cette question grâce à des estimations de la proportion des recettes totales des administrations publiques directement attribuable au tourisme. Il est important de souligner que les estimations de l'étude rendent compte de la structure d'imposition pour 1998, tant du point de vue des taxes et impôts en vigueur à ce moment là que de leur taux. L'avènement de nouveaux impôts et taxes (et plus récemment le droit sur la sécurité des passagers du transport aérien), ainsi que les changements dans les taux d'imposition (c. à d. les réductions des taux de l'impôt sur le revenu) depuis 1998, ne sont pas étudiés ici.

Tableau 1 : Sources de recettes des administrations publiques, 1998

	en millions \$	% du total
Recettes totales	402 782	100,0
Impôts et cotisations aux régimes d'assurance sociale	333 255	82,7
Impôts sur les revenus	162 552	40,4
En provenance des particuliers	128 935	32,0
En provenance des sociétés et entreprises publiques	30 800	7,6
En provenance des non-résidents	2 817	0,7
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	43 465	10,8
Impôts sur production et taxes sur les produits	127 238	31,6
Autres transferts courants en provenance des particuliers	7 155	1,8
Revenus de placements	31 823	7,9
Ventes de biens et services	30 549	7,6

Compte tenu des données disponibles et des difficultés dans l'attribution de certaines sources de recettes au tourisme, ainsi que des contraintes de temps et de ressources, on n'a pas pu étudier toutes les sources. En conséquence, la portée ou la couverture de l'étude n'est pas exhaustive ni complète. Néanmoins, l'étude aborde les principales sources de recettes des administrations publiques, tant fiscales que non fiscales, à la fois pour le secteur des entreprises et les autres secteurs de l'économie. Dans l'ensemble, 86 % des recettes provenant de toutes les sources (et 94 % des recettes de sources fiscales) des trois paliers d'administration au Canada en 1998 sont incluses.

L'étude englobe la plupart des impôts sur les revenus,² y compris ceux sur les revenus d'emploi dans le secteur des entreprises et les autres secteurs de l'économie, sur les bénéfices des sociétés et des entreprises publiques, ainsi que sur le revenu net des entreprises individuelles. Elle comprend tous les autres impôts sur la production, et principalement les impôts fonciers, ainsi que les impôts sur les produits, y compris la TPS,³ la TVP et d'autres taxes de vente, les taxes sur les carburants, les droits et les taxes à l'importation et les taxes d'accise sur le tabac et l'alcool.

L'étude englobe en outre les cotisations aux régimes d'assurance sociale. Il s'agit notamment des cotisations des employeurs et des employés à l'assurance emploi, au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec, ainsi que des cotisations des employeurs aux caisses de santé et sécurité au travail. Les recettes provenant de la vente de biens et de services par les administrations publiques sont aussi incluses. Il s'agit notamment des droits d'entrée dans les musées, les terrains de camping et les parcs, et de nombreux autres frais divers.

Comme il est mentionné précédemment, certaines sources de recettes des administrations publiques sont exclues. Les revenus de placements des administrations publiques, qui comprennent les bénéfices versés par les entreprises publiques et d'autres revenus d'intérêts et de dividendes et redevances, ne sont pas inclus. Sont aussi exclus les impôts sur les revenus non réalisés des particuliers (comme les revenus de placements) et la plupart des sommes retenues à la source au titre de l'impôt des non résidents au Canada. Les autres transferts courants des particuliers aux administrations, comme les primes d'assurance-hospitalisation et d'assurance-maladie, sont aussi exclus. Ensemble, ces sources ont représenté 14 % des recettes totales des administrations publiques en 1998. Toutefois, le tourisme n'est pas considéré comme jouant un rôle significatif dans la production de recettes à partir de ces sources.

Le tableau 2 résume les recettes des administrations publiques couvertes par l'étude, pour toutes les sources, et compare cette couverture avec celle de l'étude précédente effectuée en 1992.

2. Dans la présente étude, les termes « impôts sur les revenus » et « cotisations aux régimes d'assurance sociale » correspondent au terme « impôts directs » dans la dernière étude; le terme « autres impôts sur la production » correspond au terme « impôts indirects sur la production »; et le terme « impôts sur les produits (ventes finales) » correspond au terme « impôts indirects sur les ventes finales ».
3. Fait à noter, les recettes provenant de la TPS sont nettes des remises faites aux voyageurs étrangers.

Tableau 2 : Couverture de recettes des administrations publiques

	1998 %	1992 %
Recettes totales	85,7	55,0
Impôts et cotisations aux régimes d'assurance sociale	94,4	67,0
Impôts sur les revenus	88,4	49,6
En provenance des particuliers	87,3	57,8
En provenance des sociétés et entreprises publiques	100,0	0,0
En provenance des non-résidents	15,6	0,0
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	100,0	48,1
Impôts sur production et taxes sur les produits	100,0	92,2
Autres transferts courants en provenance des particuliers	0,0	0,0
Revenus de placements	0,0	0,0
Ventes de biens et services	100,0	0,0

À noter: Les pourcentages publiés dans le tableau de l'étude de 1992 ont été recalculés ici en fonction des recettes totales des administrations publiques. L'étude antérieure affiche des pourcentages quelque peu différents étant donné les sources de recettes utilisées à ce moment là.

La présente étude a une portée beaucoup plus large que celle de l'étude précédente, du fait qu'elle englobe 86 % des recettes des administrations publiques provenant de toutes les sources. La dernière étude ne couvrait que 55 % des recettes. Elle comportait les mêmes exclusions que la présente étude, auxquelles s'ajoutaient : les impôts sur les bénéfices des sociétés et des entreprises publiques, ainsi que sur le revenu net des entreprises individuelles et toutes les sommes retenues à la source au titre de l'impôt des non résidents, les cotisations aux caisses de santé et sécurité au travail ainsi que les recettes de la vente de biens et de services par les administrations publiques. L'ancienne étude couvrait uniquement le secteur des entreprises, ce qui fait qu'elle excluait les impôts sur les revenus d'emploi et les cotisations aux régimes d'assurance sociale des autres secteurs.

Une couverture plus complète aurait sans doute pour effet de faire augmenter les estimations des recettes attribuables au tourisme, au total et sur la base des recettes par dollar dépensé. En revanche, les sources exclues de recettes des administrations publiques sont considérées comme comportant une composante touristique très limitée, ce qui pourrait faire diminuer les estimations de la proportion des recettes attribuables au tourisme.

Ce type de résultat ressort lorsque l'on compare la présente étude et la précédente. Dans cette étude, on estimait que le tourisme avait généré 8,1 milliards de dollars en 1992, soit 4,8 % des recettes des administrations publiques pour les sources visées par l'étude, et 22,9 cents pour chaque dollar dépensé au titre du tourisme. Dans la présente étude, on estime que le tourisme a généré 13,8 milliards de dollars en 1998, soit 4,0 % des recettes des administrations publiques pour les sources visées, et 30,1 cents pour chaque dollar dépensé au titre du tourisme. La couverture élargie, notamment, explique en partie l'augmentation des recettes attribuables au tourisme entre 1992 et 1998. Elle est aussi responsable de la réduction de la proportion des recettes des administrations publiques attribuable au tourisme (qui est passée de 4,8 % à 4,0 %), du fait que l'on a englobé des sources de recettes sur lesquelles le tourisme n'a pas autant d'impact.

L'estimation de l'effet distinct de la couverture élargie sur les estimations, à partir de ces deux études, est compliquée par d'autres facteurs qui ont changé entre 1992 et 1998. Les principaux facteurs de confusion découlent des changements qui ont touché les taux d'imposition (p. ex., les réductions des taux d'imposition du revenu), les taxes et impôts proprement dits (c. à d., l'avènement d'un nouveau droit),⁴ les habitudes de dépenses des touristes (c. à d. moins d'achats d'articles très taxés et plus d'achats d'articles peu taxés, ou le contraire) et des changements dans la répartition des facteurs et de la production des branches du tourisme (p. ex., le passage à une main d'oeuvre plus spécialisée ou à des produits davantage taxés, ou le contraire). Même s'il est possible d'évaluer dans quelle mesure ces facteurs ont contribué aux changements dans les résultats, cette évaluation dépasse la portée de la présente étude.

4. Dans le même ordre d'idée, une modification notable s'est produite en même temps que le transfert des services de navigation aérienne de Transports Canada à la société sans but lucratif NAV Canada, soit l'élimination en 1998 de la taxe sur le transport aérien. Seulement 480 millions de dollars ont été levés au moyen de cette taxe cette année-là, soit environ 60 % des recettes qu'elle avait générées pour l'administration fédérale au cours de chacune des deux années précédentes.

Aperçu des résultats

Le tourisme a été à la source de 13,8 milliards de dollars de recettes pour les trois paliers d'administration au Canada en 1998, soit 30,1 cents de recettes pour les administrations publiques pour chaque dollar dépensé par les touristes (45,9 milliards de dollars). Le tourisme a représenté 4,0 % des recettes des administrations publiques visées par la présente étude, ce qui est supérieur à sa contribution de 2,3 % au PIB global. La différence est due principalement aux taxes élevées sur de nombreux biens et services achetés par les touristes (p. ex. carburant, alcool et sorties dans les casinos).

Tableau 3 : Recettes des administrations publiques attribuables au tourisme, par source et par niveau d'administration publique, 1998

	Recettes des administrations publiques totales	Directement attribuable au tourisme	en % du total, par source	en % du total, par niveau d'administration	par \$ de dépenses touristiques
	(en millions \$)	(en millions \$)	(%)	(%)	(\$)
Recettes des administrations publiques					
Total	344 995	13 825	4,0	100,0	0,301
Fédéral	162 343	6 790	4,2	100,0	0,148
Provincial/territorial	141 120	6 221	4,4	100,0	0,136
Municipal	41 531	814	2,0	100,0	0,018
Impôts					
Total	270 981	12 178	4,5	88,1	0,265
Fédéral	124 837	5 666	4,5	83,4	0,123
Provincial/territorial	114 624	5 831	5,1	93,7	0,127
Municipal	31 519	681	2,2	83,7	0,015
Impôts sur les revenus					
Total	143 743	3 453	2,4	25,0	0,075
Fédéral	89 380	2 138	2,4	31,5	0,047
Provincial/territorial	54 363	1 314	2,4	21,1	0,029
Autres impôts sur la production					
Total	66 663	1 812	2,7	13,1	0,039
Fédéral	5 746	205	3,6	3,0	0,004
Provincial/territorial	29 426	936	3,2	15,1	0,020
Municipal	31 491	670	2,1	82,4	0,015
Impôts sur les produits (ventes finales)					
Total	60 575	6 913	11,4	50,0	0,151
Fédéral	29 711	3 322	11,2	48,9	0,072
Provincial/territorial	30 836	3 580	11,6	57,5	0,078
Municipal	28	11	37,3	1,3	0,000
Cotisations aux régimes d'assurance sociale					
Total	43 465	1 291	3,0	9,3	0,028
Fédéral	33 185	1 016	3,1	15,0	0,022
Provincial/territorial	10 280	275	2,7	4,4	0,006
Ventes de biens et services					
Total	30 549	356	1,2	2,6	0,008
Fédéral	4 321	108	2,5	1,6	0,002
Provincial/territorial	16 216	115	0,7	1,8	0,003
Municipal	10 012	133	1,3	16,3	0,003

À noter : (1) La colonne "Recettes des administrations publiques totales" représente les montants couverts par cette étude soit 86% des recettes des administrations publiques.
(2) Les chiffres ayant été arrondis leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

L'administration publique fédérale, ainsi que les administrations provinciales et territoriales, ont reçu la majeure partie des recettes attribuables au tourisme en 1998. La proportion des recettes des municipalités a été beaucoup plus faible. Les impôts sur les produits ont généré 6,9 milliards de dollars, la moitié des recettes attribuables au tourisme en 1998. Les impôts sur les revenus ont totalisé 3,5 milliards de dollars, un quart des recettes attribuables au tourisme. Les autres impôts sur la production ont apporté 1,8 milliard de dollars aux coffres des administrations publiques, les cotisations aux régimes d'assurance sociale, 1,3 milliard de dollars, et la vente de biens et de services par les administrations publiques aux touristes, 0,4 milliard de dollars.

Pour l'administration fédérale, le tourisme a généré 6,8 milliards de dollars, soit 4,2 % de ses recettes en 1998. Il s'agit de 14,8 cents pour chaque dollar dépensé par les touristes. Les impôts sur les produits, et principalement la TPS, ont été la plus importante source de recettes au titre du tourisme pour l'administration fédérale. La portion de ces impôts attribuable au tourisme a totalisé 3,3 milliards de dollars. Les impôts sur les revenus venaient au deuxième rang, avec 2,1 milliards de dollars.

Pour les administrations provinciales et territoriales, le tourisme a généré 6,2 milliards de dollars en 1998, soit 4,4 % de leurs recettes combinées. Cela équivaut à 13,6 cents pour chaque dollar dépensé par les touristes. Les impôts sur les produits, et principalement la TVP, ont constitué la principale source de recettes au titre du tourisme pour les administrations provinciales et territoriales, totalisant 3,6 milliards de dollars. Les impôts sur les revenus venaient au deuxième rang, avec 1,3 milliard de dollars.

Les administrations municipales ont tiré 0,8 milliard de dollar du tourisme en 1998, soit 1,8 cent pour chaque dollar de dépenses touristiques. La quasi totalité de ces recettes a pris la forme d'autres impôts sur la production, et principalement d'impôts fonciers.

Le tableau 4 montre les recettes des administrations publiques tirées des impôts sur les revenus et des autres impôts sur la production, ainsi que des cotisations aux régimes d'assurance sociale versées par les diverses branches d'activité. Le tourisme a généré 6,6 milliards de dollars en recettes pour les administrations publiques à partir de ces sources en 1998. De cette somme, 4,7 milliards de dollars ont été le fait de branches d'activité touristiques, et le reste, de branches non touristiques.

Parmi les branches du tourisme, le transport aérien et l'hébergement ont été à la source de la plupart des recettes au titre du tourisme, chacune ayant représenté 1,3 milliard de dollars en impôts sur les revenus, en autres impôts sur la production et en cotisations aux régimes d'assurance sociale. Ces deux branches combinées ont représenté 39,5 % des recettes au titre du tourisme provenant de ces sources, ce qui est légèrement inférieur à leur contribution de 41,2 % au PIB au titre du tourisme en 1998. Le tourisme a été à la source de 1,9 milliard de dollars en impôts sur les revenus et en autres impôts sur la production, ainsi qu'en cotisations aux régimes d'assurance sociale, par l'entremise des branches non touristiques. Trois quarts de cette somme ont été le fait du commerce de détail, du commerce de gros et de la fabrication.

Dans les branches d'activité touristiques, la proportion des impôts sur les revenus et des impôts sur la production ainsi que des cotisations aux régimes d'assurance sociale attribuable au tourisme est allée de 6,6 % pour le transport en commun, à 94,8 % pour les services de préparation de voyages et de réservation. En moyenne, 34,3 % des recettes des administrations publiques attribuables aux branches d'activité touristiques découlaient de ventes à des touristes. La proportion attribuable au tourisme était évidemment beaucoup plus faible dans les branches non touristiques, se chiffrant en moyenne à 0,8 %, allant de 0,0 % dans certains cas à 4,9 % pour le commerce de détail.

Tableau 4 : Impôts sur les revenus, autres impôts sur la production et cotisations aux régimes d'assurance sociale, 1998

Branches d'activité	Recettes totales des administrations publiques	Directement attribuables au tourisme	
	(en millions \$)	(en millions \$)	(%)
Cultures agricoles et élevage	3 611	27	0,8
Foresterie et exploitation forestière	1 589	3	0,2
Pêche, chasse et piégeage	256	2	0,7
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	6 892	7	0,1
Services publics	6 023	4	0,1
Construction	14 151	12	0,1
Fabrication	42 545	480	1,1
Commerce de gros	14 154	264	1,9
Commerce de détail	13 732	670	4,9
Transport aérien et services connexes	1 659	1 282	77,3
Transport ferroviaire	939	114	12,1
Transport par eau	342	39	11,5
Services urbains de transport en commun	1 334	88	6,6
Transport interurbain et rural par autocar	66	38	58,0
Services de taxi et de limousine	237	30	12,8
Tous les autres services de transport en commun et de transport terrestre de voyageurs	321	68	21,2
Transport de tourisme et d'agrément	35	17	47,1
Autres transports et entreposage	8 222	9	0,1
Présentation de films et de vidéos	112	23	20,5
Industrie de l'information et industrie culturelle	7 601	33	0,4
Location et location à bail de matériel automobile	548	186	33,9
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	54 786	157	0,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	11 077	3	0,0
Services de préparation de voyages et de réservation	402	382	94,8
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	4 465	0	0,0
Loisirs et spectacles	2 251	530	23,5
Services d'hébergement	1 987	1 305	65,7
Services de restauration et débits de boissons	3 441	592	17,2
Autres services, sauf les administrations publiques	7 531	136	1,8
Services d'enseignement	11 249	-	-
Soins de santé et assistance sociale	13 256	-	-
Institutions sans but lucratif au service des ménages	859	5	0,6
Administrations publiques	18 198	48	0,3
Branches d'activité touristiques	13 675	4 694	34,3
<i>en pourcentage du secteur des entreprises</i>	6,5	72,2	...
<i>en pourcentage de l'économie totale</i>	5,4	71,6	...
Branches d'activité non touristiques	240 195	1 862	0,8
Total du secteur des entreprises	210 309	6 503	3,1
Total de l'économie	253 870	6 556	2,6

À noter : (1) Le caractère gras indique qu'il s'agit d'une branche d'activité touristique.

(2) Les chiffres ayant été arrondis leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Tableau 5 : Impôts sur les produits (ventes finales), 1998

	Recettes totales des administrations publiques	Directement attribuables au tourisme	
	(en millions \$)	(en millions \$)	(%)
Biens et services			
Produits agricoles	272	1	0,3
Produits forestiers	19	-	-
Produits de la pêche ou du piégeage	-	-	-
Produits miniers et services connexes	250	0	0,0
Aliments industriels	12 742	756	5,9
Produits du pétrole et du charbon	7 522	1 784	23,7
Autres produits fabriqués	19 483	1 141	5,9
Construction	2 930	-	-
Transport aérien	628	599	95,3
Transport ferroviaire	11	10	91,7
Transport par eau	10	9	89,9
Transport en commun et autres transports	70	2	2,7
Autobus, interurbain, nolisé et d'excursion	16	15	93,2
Taxi	34	4	11,8
Services des agences de voyages	54	54	99,6
Autres transports	66	4	6,5
Entreposage	9	-	-
Services de communications	1 517	-	-
Services publics	996	-	-
Commerce de gros	-	-	-
Commerce de détail	822	98	12,0
Entretien de véhicules automobiles	790	52	6,6
Services financiers, assurances, etc.	1 932	-	-
Loisirs et spectacles	5 779	1 427	24,7
Services commerciaux	174	-	-
Services personnels	683	41	6,0
Hébergement	402	363	90,3
Restauration	2 679	533	19,9
Autres fournitures et services	536	-	-
Location de voitures	79	18	23,0
Autres services commerciaux	0	-	-
Services des administrations publiques	70	-	-
Biens et services touristiques	9 692	3 032	31,3
<i>en pourcentage du secteur des entreprises</i>	16,0	43,9	...
<i>en pourcentage de l'économie totale</i>	16,0	43,9	...
Biens et services non touristiques	50 883	3 881	7,6
Total du secteur des entreprises	60 506	6 913	11,4
Total de l'économie	60 575	6 913	11,4

À noter: (1) Le caractère gras indique qu'il s'agit d'une branche d'activité touristique.

(2) Les chiffres ayant été arrondis leur somme peut ne pas correspondre aux totaux..

Le tableau 5 montre les recettes des administrations publiques découlant des taxes sur les ventes aux acheteurs finaux (touristes et non touristes), selon le produit. Les dépenses des touristes ont été à la source de 6,9 milliards de dollars en impôts sur les produits en 1998. De cette somme, 3,0 milliards de dollars ont été tirés de la vente de produits touristiques à des touristes.

Parmi les produits touristiques, les loisirs et le divertissement ont constitué de loin la source la plus importante d'impôts sur les produits, avec 1,4 milliard de dollars. Suivaient dans l'ordre le transport aérien, les services de restauration et de boissons, et l'hébergement. Parmi les produits non touristiques, le carburant pour véhicules automobiles a représenté la source la plus importante d'impôts sur les produits achetés par les touristes.

Dans le cas des produits touristiques, la proportion des impôts attribuable au tourisme s'est située en moyenne à 31,3 %, allant de 11,8 % pour les services de taxi à 99,6 % pour les agences de voyage. Pour ce qui est des produits non touristiques, la proportion des impôts attribuable au tourisme était beaucoup plus faible, se situant en moyenne à 7,6 %, et allant de 0,0 % dans plusieurs cas à 23,7 % pour le carburant.

Conclusion

Plusieurs questions subsistent pour des études à venir concernant les recettes des administrations publiques attribuables au tourisme. L'actualité pourrait être améliorée, avec diffusion des résultats un ou deux ans après le fait plutôt que cinq ans, comme c'est le cas pour la présente étude. L'actualité améliorée se fera toutefois au détriment de la qualité et entraînera une révision subséquente des estimations initiales. Une dimension régionale pourrait être ajoutée, afin de permettre des estimations des recettes attribuables au tourisme pour chaque administration provinciale/territoriale. L'analyse pourrait être améliorée encore davantage grâce à des études annuelles plutôt que ponctuelles, comme cela a été le cas jusqu'à maintenant.

La couverture des recettes des administrations publiques pourrait être élargie afin d'obtenir un tableau plus complet. Les recettes des administrations publiques indirectement attribuables au tourisme, et qui proviennent des taxes sur la production de biens et de services achetés directement par les touristes (p. ex., taxes sur le carburant acheté par les compagnies aériennes), pourraient être calculées au moyen d'un modèle d'impact économique. Enfin, les facteurs qui sous-tendent les changements dans les recettes des administrations publiques attribuables au tourisme (p. ex., taux d'imposition, niveaux de dépenses et habitudes de dépenses des touristes) pourraient être quantifiés.

Annexes

Annexe A : Concepts et définitions

Annexe B : Sources de données et méthodes

Annexe C : Tableaux statistique

Annexe D : Branches d'activité touristiques (SCIAN 1997)

Annexe E : Biens et services touristiques

Annexe A : Concepts et définitions

La présente étude vise à estimer les recettes des administrations publiques qui peuvent être attribuées au tourisme au Canada. **Les recettes des administrations publiques** comprennent à la fois celles provenant de sources fiscales et non fiscales. Dans la mesure où la demande touristique appuie la production et la vente de biens et de services, ce qui a pour effet de générer des emplois, des revenus d'emploi et des bénéfices, elle est aussi à la source de recettes pour les administrations publiques, grâce aux taxes et impôts et aux autres recettes de sources non fiscales. Par conséquent, une partie des recettes des administrations publiques est **attribuable au tourisme**.

Seules les recettes qui sont **directement** attribuables au tourisme sont précisées. Ces recettes découlent des taxes sur la vente de biens et services à des visiteurs ou des impôts sur les revenus découlant de la production de ces biens et services, ainsi que de la vente de biens et de services par les administrations publiques aux touristes. Les recettes qui sont attribuables indirectement au tourisme, par exemple les taxes et impôts versés par les fournisseurs des branches du tourisme, sont incluses avec celles qui ne sont pas directement attribuables au tourisme. Ces recettes ne sont pas précisées séparément. Le tableau A1 de l'annexe décrit en détail les diverses sources de recettes comprises dans l'étude.

La présente étude repose sur les concepts et les définitions du tourisme compris dans le compte satellite national et provincial/territorial (CSPTT). Celui-ci est conforme au Système de comptabilité nationale (SCN) reconnu au niveau international, ainsi qu'au cadre méthodologique recommandé pour les comptes satellites du tourisme et adopté par l'Organisation mondiale du tourisme et la Commission de statistique des Nations Unies.

Selon la définition internationale, par **tourisme** on entend des " activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans les lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs ". Au Canada, on entend par environnement habituel le territoire s'étendant jusqu'à 80 kilomètres du domicile. Le fait de franchir une frontière internationale est considéré comme une activité de tourisme, peu importe la distance parcourue. Parmi les exclusions figurent le navetage, les voyages aux fins d'études, les déplacements des membres des forces armées ainsi que ceux des diplomates et des migrants.

Plusieurs autres définitions clés s'appliquent au tourisme et se retrouvent dans le glossaire des termes.

Tableau A1 : Sources de recettes des administrations publiques, 1998

Fédéral	Provincial et territorial	Municipal
Impôts sur le revenu		
Impôts sur le revenu des particuliers	Impôts sur le revenu des particuliers	
Impôts sur les profits des sociétés	Impôts sur les profits des sociétés	
Autres impôts sur la production		
Frais de bois d'oeuvre	Impôts fonciers généraux	Impôts fonciers généraux
Permis de pêche	Compensations tenant lieu de taxes	Droits liés au développement (prélèvements sur terrains)
Baux et redevances-Exploitation minière	Impôts sur le capital	Impôts fonciers particuliers
Pénalités de TPS	Taxes d'affaires	Autres impôts fonciers et impôts connexes
Commission canadienne du lait, prélèvements	Autres impôts fonciers connexes	Cens
Fonds canadien de télévision-droits de permis	Impôts sur la masse salariale	Compensations tenant lieu de taxes
Autres impôts divers	Immatriculation (droits et permis) - véhicules commerciaux	Licences et permis
	Taxes provenant de l'exploitation des ressources naturelles	Taxe d'affaire
	Permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	Autres impôts divers
	Primes d'assurances - agricoles	
	Impôts sur les primes d'assurances	
	Permis de vente d'alcool	
	Autres licences, et permis	
	Amendes et pénalités payées par les entreprises	
	Autres impôts divers	
		Taxe sur les divertissements
		Taxe de vente au détail
		Taxe de transfert de titres de propriété
Impôts sur les produits		
Droits d'accise	Profits commerciaux provinciaux	
Taxes d'accise	Taxes sur l'essence	
Taxe de vente fédérale /TPS	Taxe sur les divertissements	
Taxes sur l'essence	Taxe d'accise sur la quantité de gallons d'alcool	
Taxe de transport aérien ⁽¹⁾	Taxe de vente(TVP/TVH&autre)	
Droits de douane à l'importation	Droits de cession immobilière	
Accord de loterie fédéral-provincial		
Supervision des paris mutuels		
Cotisations aux régimes d'assurance sociale		
Régime d'assurance-emploi	Régime de rentes du Québec	
Régime de pensions du Canada	Commission des accidents du travail	
Ventes des biens et services par les administrations publiques		

À noter : (1) La taxe sur le transport aérien a été éliminée en 1998.

Annexe B : Sources de données et méthodes

Il n'existe pas de " branche du tourisme " ou de " produit du tourisme " à proprement parler dans le SCN. Le tourisme est plutôt réparti entre les diverses branches et produits. Par conséquent, tout comme le CSPTT, la présente étude nécessite l'estimation des proportions de chaque branche et de chaque produit attribuables au tourisme. Une fois cela fait, les proportions sont multipliées par les taxes et impôts, selon la branche ou le produit, afin de déterminer la partie attribuable au tourisme. Les principales sources de données de l'étude sont décrites ci-après, ainsi que les principaux aspects de la méthodologie utilisée.

Sources des données

Plusieurs sources de données principales sont utilisées dans le cadre de la présente étude. Le CSPTT de 1998 présente les dépenses touristiques selon le produit, ce qui permet le calcul de la proportion des dépenses au titre de tous les produits qui revient au tourisme. Des données détaillées sur les branches d'activité provenant du CSPTT servent à estimer les proportions d'activités touristiques de chaque branche. Les données sur les recettes tirées de la vente de biens et de services par les administrations publiques à des visiteurs proviennent aussi de ce compte.

Le CSPTT est fondé pour une large part sur les tableaux des entrées-sorties du SCN. Ceux-ci constituent une source précieuse de données sur les impôts sur les produits, selon les produits détaillés, ainsi que sur les impôts sur la production, selon les branches d'activité détaillées. Ces données sont aussi disponibles selon le palier d'administration (fédéral, provincial/territorial et municipal). Les comptes économiques provinciaux (CEP) comportent des estimations des recettes selon le type de taxe et d'impôt et le palier d'administration qui servent de totaux repères pour l'étude. Les totaux des impôts et des taxes des CEP sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est à dire qu'ils sont attribués à l'année à laquelle ils se rapportent plutôt que l'année au cours de laquelle les versements ont été effectués.

Les données sur les impôts fédéraux ainsi que provinciaux et territoriaux sur les revenus d'emploi et les cotisations sociales, selon la branche d'activité, proviennent des fichiers des versements d'impôt T4 de l'Agence des douanes et du revenu du Canada.

Méthodes

a. Proportions attribuables au tourisme

Les proportions des produits ou des branches d'activité attribuables au tourisme fournissent les ratios essentiels pour estimer la portion des taxes et des impôts attribuable au tourisme, qu'il s'agisse des impôts sur les revenus ou sur la production selon la branche d'activité, ou des impôts sur les produits, selon le bien ou le service. Les proportions d'activités touristiques sont calculées à partir de la production attribuable au tourisme figurant dans le CSPTT, divisée par la production brute totale (aux prix de base) d'un produit ou d'une branche d'activité, à partir des tableaux des entrées-sorties. Ces proportions sont par la suite multipliées par les taxes et impôts, selon le produit ou la branche d'activité, en vue d'obtenir les taxes et impôts attribuables au tourisme. Cette méthode repose sur le principe selon lequel la proportion des taxes et impôts attribuable au tourisme est égale à la proportion des produits ou des branches d'activité attribuables au tourisme.

Par exemple, si un produit génère 20 millions de dollars en taxes de vente et que le CSPTT montre que 10 % de la demande totale à ce chapitre provient de touristes, les recettes des administrations publiques attribuables au tourisme sont de 2 millions de dollars (20 millions de dollars x 10 %). Des calculs similaires sont effectués selon la branche d'activité, en vue d'estimer la portion des impôts sur les revenus et la production qui est attribuable au tourisme. Ces calculs sont effectués au niveau le plus détaillé (pour les 727 produits et les 300 branches d'activité figurant dans les tableaux des entrées-sorties). La majeure partie des données à ce niveau de détail sont confidentielles. Elles sont agrégées en vue de la publication afin de protéger la confidentialité des données.

b. Impôts sur les revenus et cotisations aux régimes d'assurance sociale

Les impôts sur les revenus sont calculés selon la branche d'activité d'origine, dans le cas des revenus d'emploi des particuliers. Donc, les impôts d'un fermier sont attribués au secteur de l'agriculture. Les données sur les impôts sur les revenus d'emploi ainsi que les cotisations à l'assurance-emploi et au RPC/RRQ selon la branche d'activité proviennent des fichiers des versements d'impôts T4. Les cotisations des employeurs aux caisses de santé et sécurité au travail, selon la branche d'activité, proviennent des CEP.

Les fichiers T4 ne comprennent que les cotisations des employés à l'assurance-emploi et au RPC/RRQ; les cotisations des employeurs sont toutefois le résultat d'un calcul simple fondé sur les cotisations des employés. Les travailleurs autonomes ne sont pas compris dans les fichiers T4. Leurs cotisations totales à l'assurance-emploi et au RPC/RRQ sont réparties selon la branche d'activité, sur la base de la répartition des cotisations des employés

Les cotisations aux régimes d'assurance sociale sont étalonnées en fonction des totaux publiés dans les CEP. Des rajustements sont apportés aux CEP, afin de faire en sorte que ces paiements soient compatibles avec les concepts et définitions du SCN. Par exemple, une personne peut occuper deux emplois distincts et cotiser en trop au RPC. Ces cotisations en trop sont par la suite remboursées, par la voie du système d'impôt sur le revenu. Ces rajustements sont pris en compte dans les données des CEP. Il y a place pour amélioration à ce chapitre à l'avenir. On peut explorer la possibilité d'utiliser les données fiscales concernant les travailleurs autonomes, en vue d'améliorer la répartition de leurs impôts sur les revenus et de leurs cotisations à l'assurance sociale selon la branche d'activité.

Les impôts sur les revenus d'emploi au Québec ne sont que partiellement couverts dans les fichiers des versements d'impôt T4. Ces fichiers comprennent uniquement la partie fédérale des impôts retenus sur les chèques de paie. L'administration fédérale accorde en outre un abattement de 16,5 % de l'impôt fédéral aux résidents du Québec, et ce montant est déduit de l'impôt fédéral versé. La portion provinciale est calculée de façon distincte à partir des données de Revenu Québec concernant le total des impôts versés. Ce total est réparti selon la branche d'activité en fonction de la répartition des impôts fédéraux sur les revenus d'emploi au Québec.

Les impôts sur les bénéfices des sociétés et des entreprises publiques ainsi que sur le revenu net des entreprises individuelles sont aussi inclus dans l'étude. Dans le cas des sociétés et des entreprises publiques, le total des impôts fédéraux, provinciaux et territoriaux provient des CEP. Dans ce cas, on ne dispose pas d'une répartition des impôts selon la branche d'activité. Toutefois, les excédents d'exploitation, qui sont disponibles selon la branche d'activité dans les tableaux des entrées-sorties, servent à répartir les totaux. Selon cette méthode, les impôts sont proportionnels aux bénéfices d'une branche d'activité à l'autre.

Dans le cas des entreprises individuelles, le total des impôts provient de l'Agence des douanes et du revenu du Canada. Ce chiffre est tout d'abord réparti entre les administrations fédérale, provinciales et territoriales, sur la base de leurs parts respectives des impôts sur les revenus. La répartition selon la branche d'activité est par la suite établie selon la répartition des branches d'activité qui ont des revenus mixtes, à partir des tableaux des entrées-sorties.

Une répartition améliorée, selon la branche d'activité, des impôts sur les bénéfices des sociétés et sur le revenu net des entreprises individuelles est peut-être possible. Cela sera envisagé dans le cadre d'une prochaine étude.

c. Autres impôts sur la production et impôts sur les produits

Les autres impôts sur la production sont disponibles selon la branche d'activité. La portion attribuable au tourisme de ces impôts est simplement estimée comme correspondant à la proportion d'activités touristiques de chaque branche multipliée par le montant des impôts pour chaque branche d'activité. Le terme impôts sur les produits est explicite. Tous impôts sur les produits perçus par les trois paliers d'administration sont inclus; les proportions attribuables au tourisme selon le produit sont utilisées afin d'obtenir la portion attribuable au tourisme.

d. Ventes de biens et de services par les administrations publiques

Les ventes de biens et de services par les administrations publiques constituent une autre source de recettes. Ces dernières proviennent principalement du camping, des loisirs et du divertissement. Elles sont déterminées dans le CSPTT à partir de l'offre totale de produits touristiques par les administrations publiques, chacun étant multiplié par la proportion appropriée attribuable au tourisme.

Il convient de souligner que les activités et les dépenses des administrations publiques à l'appui du tourisme ne figurent pas actuellement dans le CSPTT. Toutefois, étant donné que certains biens et services produits par les administrations publiques (p. ex., les droits d'entrée sur les terrains de camping) sont vendus directement aux touristes, il existe une répartition des recettes fiscales attribuables au tourisme. Les recettes des administrations publiques attribuables au tourisme pour le secteur des administrations publiques (voir le tableau explicatif 4), qui totalisent 48 millions de dollars, découlent de la vente directe de biens et de services par l'administration aux touristes, ce qui mène à une attribution au tourisme d'une partie des impôts sur les revenus et des cotisations à l'assurance sociale payés par les employés du secteur public.

La valeur des impôts attribuables au tourisme pour le produit " services gouvernementaux " (voir le tableau explicatif 5) est égale à zéro, en dépit du fait que les ventes de biens et de services par les administrations publiques aux touristes soient incluses. Cela vient du fait que ces ventes sont classées selon le produit vendu. Par exemple, les ventes de services récréatifs fournis par les administrations publiques (p. ex., les droits d'entrée dans les musées) sont classées avec toutes les ventes de services de loisirs et de divertissement (par les entreprises et les administrations publiques). Les " services gouvernementaux " comprennent des éléments comme les services de santé et d'éducation, qui ne sont généralement fournis que par les administrations publiques et qui ne sont généralement pas acquis par les touristes.

Annexe C : Tableaux statistiques

Tableau C1 : Impôts sur les revenus, autres impôts sur la production et cotisations aux régimes d'assurance sociale, 1998 (en millions \$)

Tableau C2 : Impôts sur les revenus, autres impôts sur la production, et cotisations aux régimes d'assurance sociale - directement attribuables au tourisme, 1998 (en millions \$)

Tableau C3 : Impôts sur les revenus, autres impôts sur la production, et cotisations aux régimes d'assurance sociale - non directement attribuables au tourisme, 1998 (en millions \$)

Tableau C4 : Impôts sur les produits (ventes finales), 1998 (en millions \$)

Tableau C5 : Demande touristique, 1998 (en millions \$)

Tableau C6 : Autres impôts sur la production dont la TPS et la TVP - directement attribuables au tourisme, 1998 (en millions \$)

Tableau C7 : Impôts sur les produits (ventes finales), par source - directement attribuables au tourisme, 1998 (en millions \$)

Tableau C1 : Impôts sur les revenus, autres impôts sur la production et cotisations aux régimes d'assurance sociale, 1998 (en millions \$)

Branches d'activité	Total des administrations publiques				Fédéral				Provincial et Territorial				Municipal Total
	Total	Impôts sur les revenus	Assurance sociale	Autres impôts	Total	Impôts sur les revenus	Assurance sociale	Autres impôts	Total	Impôts sur les revenus	Assurance sociale	Autres impôts	
Cultures agricoles et élevage	3 611	1 713	324	1 574	1 469	1 074	230	165	1 444	639	94	711	698
Foresterie et exploitation forestière	1 589	1 004	415	170	825	607	188	30	704	398	227	79	60
Pêche, chasse et piégeage	256	149	41	66	139	92	23	23	100	57	17	25	17
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	6 892	4 783	948	1 161	3 810	3 088	618	104	2 577	1 695	330	552	505
Services publics	6 023	3 749	549	1 725	2 750	2 324	390	36	2 236	1 425	159	652	1 038
Construction	14 151	7 026	2 927	4 198	6 330	4 403	1 755	172	6 508	2 623	1 172	2 712	1 313
Fabrication	42 545	28 512	9 072	4 961	23 933	17 655	6 150	128	15 823	10 856	2 922	2 044	2 789
Commerce de gros	14 154	8 891	2 583	2 680	7 845	5 556	2 004	285	5 187	3 335	579	1 273	1 122
Commerce de détail	13 732	7 503	3 269	2 959	7 441	4 642	2 605	195	4 791	2 861	665	1 264	1 500
Transport aérien et services connexes	1 659	881	294	484	826	541	226	60	716	341	69	307	117
Transport ferroviaire	939	494	116	328	434	309	89	35	396	185	27	183	109
Transport par eau	342	194	61	87	180	121	48	11	143	73	13	57	19
Services urbains de transport en commun	1 334	858	321	156	769	507	236	26	526	351	85	90	40
Transport interurbain et rural par autocar	66	33	14	19	33	20	11	2	28	12	3	13	4
Services de taxi et de limousine	237	69	20	147	72	44	18	10	92	26	2	64	73
Tous les autres services de transport en commun et de transport terrestre de voyageurs	321	165	75	81	170	99	58	13	137	65	18	54	14
Transport de tourisme et d'agrément	35	17	6	12	16	11	5	1	13	7	1	5	6
Autres transports et entreposage	8 222	4 441	1 438	2 343	4 133	2 775	1 129	229	3 410	1 666	309	1 435	679
Présentation de films et de vidéos	112	49	17	46	46	31	14	1	39	18	3	17	28
Industrie de l'information et industrie culturelle	7 601	5 042	1 242	1 318	4 119	3 122	954	44	2 827	1 920	288	619	655
Location et location à bail de matériel automobile	548	356	54	138	297	227	49	21	208	129	4	74	43
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	54 786	22 492	2 775	29 519	18 580	14 191	2 443	1 946	19 099	8 301	332	10 466	17 107
Services professionnels, scientifiques et techniques	11 077	8 229	2 079	770	6 911	5 163	1 710	39	3 822	3 066	369	388	343
Services de préparation de voyages et de réservation	402	256	99	48	246	161	84	1	136	95	15	25	21
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	4 465	2 806	1 129	529	2 745	1 745	945	55	1 532	1 061	184	287	188
Loisirs et spectacles	2 251	1 266	486	500	1 354	788	391	174	776	477	95	204	122
Services d'hébergement	1 987	850	370	767	886	533	305	48	753	317	65	371	348
Services de restauration et débits de boissons	3 441	1 509	905	1 027	1 829	926	737	166	1 394	582	168	643	218
Autres services, sauf les administrations publiques	7 531	2 778	1 218	3 535	3 391	1 727	951	713	3 924	1 051	267	2 607	215
Services d'enseignement	11 249	7 957	3 233	59	7 624	4 864	2 758	2	3 594	3 093	476	25	32
Soins de santé et assistance sociale	13 256	8 796	3 714	746	8 627	5 341	2 965	321	4 494	3 455	749	290	135
Institutions sans but lucratif au service des ménages	859	266	148	445	450	165	134	152	298	101	14	182	111
Administrations publiques	18 198	10 608	3 521	4 069	10 031	6 527	2 964	540	6 343	4 081	557	1 705	1 824
Branches d'activité touristiques	13 675	6 997	2 840	3 838	7 158	4 319	2 271	568	5 356	2 678	569	2 109	1 161
<i>en pourcentage du secteur des entreprises</i>	6,5	6,0	8,6	6,3	7,0	6,0	9,3	12,0	6,8	6,1	6,7	7,7	4,0
<i>en pourcentage de l'économie totale</i>	5,4	4,9	6,5	5,8	5,6	4,8	6,8	9,9	5,7	4,9	5,5	7,2	3,7
Branches d'activités non touristiques	240 195	136 745	40 625	62 825	121 153	85 061	30 914	5 178	88 712	51 684	9 711	27 317	30 330
Total du secteur des entreprises	210 309	116 116	32 848	61 344	101 579	72 484	24 364	4 731	79 340	43 632	8 484	27 224	29 389
Total de l'économie	253 870	143 743	43 465	66 663	128 311	89 380	33 185	5 746	94 069	54 363	10 280	29 426	31 491

À noter: (1) Le caractère gras indique qu'il s'agit d'une branche d'activité touristique.

(2) Le tableau C1 représente la somme des tableaux C2 et C3.

(3) Les chiffres ayant été arrondis leur somme peut ne pas correspondre aux totaux..

Tableau C2 : Impôts sur les revenus, autres impôts sur la production, et cotisations aux régimes d'assurance sociale - directement attribuables au tourisme, 1998 (en millions \$)

Branches d'activité	Total des administrations publiques				Fédéral				Provincial et Territorial				Municipal
	Total	Impôts sur les revenus	Assurance sociale	Autres impôts	Total	Impôts sur les revenus	Assurance sociale	Autres impôts	Total	Impôts sur les revenus	Assurance sociale	Autres impôts	Total
Cultures agricoles et élevage	27	13	3	12	11	8	2	1	11	5	1	5	5
Foresterie et exploitation forestière	3	2	1	0	2	1	0	0	1	1	0	0	0
Pêche, chasse et piégeage	2	1	0	0	1	1	0	0	1	0	0	0	0
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	7	5	1	1	4	3	1	0	3	2	0	1	0
Services publics	4	3	0	1	2	2	0	0	2	1	0	1	1
Construction	12	6	2	4	6	4	1	1	5	2	1	2	1
Fabrication	480	316	103	61	258	190	66	1	188	126	38	24	35
Commerce de gros	264	165	49	50	147	103	38	5	96	62	11	24	21
Commerce de détail	670	368	158	145	362	227	125	10	235	140	33	62	73
Transport aérien et services connexes	1 282	681	227	374	638	418	174	46	554	263	53	237	90
Transport ferroviaire	114	60	14	40	53	37	11	4	48	22	3	22	13
Transport par eau	39	22	7	10	21	14	6	1	16	8	1	6	2
Services urbains de transport en commun	88	57	21	10	51	34	15	2	35	23	6	6	3
Transport interurbain et rural par autocar	38	19	8	11	19	12	7	1	16	7	2	8	2
Services de taxi et de limousine	30	9	2	19	9	6	2	1	12	3	0	8	9
Tous les autres services de transport en commun et de transport terrestre de voyageurs	68	36	15	18	35	22	11	3	30	14	4	12	3
Transport de tourisme et d'agrément	17	8	3	6	7	5	2	0	6	3	1	3	3
Autres transports et entreposage	9	6	1	2	5	3	1	0	3	2	0	1	1
Présentation de films et de vidéos	23	10	3	10	9	7	2	0	8	4	1	4	6
Industrie de l'information et industrie culturelle	33	21	6	6	18	13	4	0	12	8	1	3	3
Location et location à bail de matériel automobile	186	120	19	47	101	77	17	7	70	44	2	25	15
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	157	63	7	87	53	40	6	7	54	23	1	31	49
Services professionnels, scientifiques et techniques	3	2	1	0	2	1	0	0	1	1	0	0	0
Services de préparation de voyages et de réservation	382	240	97	45	235	151	83	1	127	89	14	24	20
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Loisirs et spectacles	530	295	114	121	319	184	91	44	183	111	22	49	29
Services d'hébergement	1 305	552	241	512	577	346	199	32	496	205	43	248	232
Services de restauration et débits de boissons	592	266	146	181	308	163	116	29	245	103	30	113	38
Autres services, sauf les administrations publiques	136	78	34	24	77	48	27	2	49	30	7	12	10
Services d'enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soins de santé et assistance sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Institutions sans but lucratif au service des ménages	5	0	-	5	2	0	-	2	2	0	-	2	0
Administrations publiques	48	29	8	11	27	18	7	3	17	11	1	5	3
Branches d'activité touristiques	4 694	2 375	917	1 402	2 383	1 474	736	173	1 846	901	181	764	465
<i>en pourcentage du secteur des entreprises</i>	72,2	69,4	71,5	78,0	71,6	69,5	73,0	86,2	73,7	69,1	66,1	82,3	69,7
<i>en pourcentage de l'économie totale</i>	71,6	68,8	71,0	77,4	70,9	68,9	72,5	84,2	73,1	68,5	65,8	81,6	69,3
Branches d'activités non touristiques	1 862	1 078	374	410	976	664	280	32	680	414	94	172	206
Total du secteur des entreprises	6 503	3 424	1 283	1 796	3 330	2 120	1 009	200	2 506	1 303	274	929	667
Total de l'économie	6 556	3 453	1 291	1 812	3 359	2 138	1 016	205	2 526	1 314	275	936	670

À noter: (1) Le caractère gras indique qu'il s'agit d'une branche d'activité touristique.

(2) Le tableau C2 représente la différence des tableaux C1 et C3.

(3) Les chiffres ayant été arrondis leur somme peut ne pas correspondre aux totaux..

Tableau C3 : Impôts sur les revenus, autres impôts sur la production, et cotisations aux régimes d'assurance sociale - non directement attribuables au tourisme, 1998 (en millions \$)

Branches d'activité	Total des administrations publiques				Federal				Provincial et Territorial				Municipal
	Total	Impôts sur les revenus	Assurance sociale	Autres impôts	Total	Impôts sur les revenus	Assurance sociale	Autres impôts	Total	Impôts sur les revenus	Assurance sociale	Autres impôts	Total
Cultures agricoles et élevage	3 584	1 700	322	1 562	1 458	1 066	228	164	1 433	634	94	706	692
Foresterie et exploitation forestière	1 586	1 002	415	169	823	605	188	30	703	397	227	79	60
Pêche, chasse et piégeage	254	148	40	66	138	92	23	23	99	56	17	25	17
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	6 884	4 778	947	1 159	3 806	3 085	617	104	2 574	1 693	330	551	504
Services publics	6 019	3 746	549	1 724	2 748	2 322	390	36	2 234	1 424	159	651	1 037
Construction	14 139	7 020	2 925	4 193	6 324	4 399	1 754	172	6 502	2 621	1 172	2 710	1 312
Fabrication	42 064	28 196	8 969	4 900	23 676	17 465	6 084	126	15 636	10 730	2 885	2 020	2 753
Commerce de gros	13 890	8 725	2 534	2 631	7 699	5 453	1 966	280	5 090	3 273	568	1 250	1 101
Commerce de détail	13 061	7 135	3 112	2 814	7 079	4 414	2 480	185	4 556	2 721	632	1 202	1 426
Transport aérien et services connexes	377	200	67	110	188	123	52	14	163	77	16	70	27
Transport ferroviaire	825	435	102	288	381	272	78	31	348	163	24	161	96
Transport par eau	303	172	54	77	160	107	43	10	127	65	12	50	17
Services urbains de transport en commun	1 246	800	300	145	718	473	221	24	490	327	79	84	37
Transport interurbain et rural par autocar	28	14	6	8	14	9	5	1	12	5	1	6	2
Services de taxi et de limousine	207	60	18	128	63	38	16	9	80	22	2	56	63
Tous les autres services de transport en commun et de transport terrestre de voyageurs	253	129	61	63	134	78	47	10	107	51	14	42	11
Transport de tourisme et d'agrément	19	9	3	6	8	6	3	0	7	3	1	3	3
Autres transports et entreposage	8 212	4 435	1 436	2 341	4 128	2 772	1 128	229	3 407	1 664	308	1 434	677
Présentation de films et de vidéos	89	39	14	36	37	25	11	1	31	14	3	14	22
Industrie de l'information et industrie culturelle	7 568	5 020	1 236	1 311	4 101	3 108	949	44	2 815	1 912	287	616	651
Location et location à bail de matériel automobile	362	236	35	92	196	151	32	14	138	86	3	49	29
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	54 629	22 430	2 768	29 432	18 527	14 152	2 436	1 939	19 045	8 278	332	10 436	17 057
Services professionnels, scientifiques et techniques	11 074	8 227	2 078	769	6 910	5 162	1 709	39	3 821	3 065	369	388	343
Services de préparation de voyages et de réservation	21	16	2	3	11	10	1	0	8	6	1	2	1
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	4 465	2 806	1 129	529	2 745	1 745	945	55	1 532	1 061	184	287	188
Loisirs et spectacles	1 721	971	372	378	1 035	605	300	130	593	366	73	155	93
Services d'hébergement	683	298	129	255	309	187	106	16	258	111	23	124	116
Services de restauration et débits de boissons	2 849	1 243	760	846	1 521	763	621	137	1 149	480	139	530	180
Autres services, sauf les administrations publiques	7 395	2 701	1 184	3 510	3 314	1 679	924	710	3 876	1 022	260	2 595	205
Services d'enseignement	11 249	7 957	3 233	59	7 624	4 864	2 758	2	3 594	3 093	476	25	32
Soins de santé et assistance sociale	13 256	8 796	3 714	746	8 627	5 341	2 965	321	4 494	3 455	749	290	135
Institutions sans but lucratif au service des ménages	854	266	148	440	448	165	134	150	295	101	14	180	111
Administrations publiques	18 150	10 580	3 513	4 058	10 003	6 509	2 957	537	6 326	4 070	556	1 700	1 821
Branches d'activité touristiques	8 982	4 622	1 923	2 436	4 775	2 845	1 535	395	3 122	1 778	388	1 344	696
<i>en pourcentage du secteur des entreprises</i>	4,4	4,1	6,1	4,1	4,9	4,0	6,6	8,7	4,5	4,2	4,7	5,1	2,4
<i>en pourcentage de l'économie totale</i>	3,6	3,3	4,6	3,8	3,8	3,3	4,8	7,1	3,8	3,4	3,9	4,7	2,3
Branches d'activités non touristiques	238 333	135 668	40 251	62 415	120 177	84 397	30 634	5 146	78 416	51 271	9 617	27 145	30 124
Total du secteur des entreprises	203 806	112 692	31 566	59 548	98 250	70 363	23 356	4 531	68 624	42 329	8 210	26 295	28 722
Total de l'économie	247 315	140 290	42 174	64 851	124 952	87 241	32 169	5 541	81 538	53 048	10 005	28 489	30 820

À noter: (1) Le caractère gras indique qu'il s'agit d'une branche d'activité touristique.

(2) Le tableau C3 est la différence du tableaux C1 et tableaux C2.

(3) Les chiffres ayant été arrondis leur somme peut ne pas correspondre aux totaux..

Tableau C4 : Impôts sur les produits (ventes finales), 1998 (en millions \$)

Biens et services	Total des impôts sur les ventes finales				Directement attribuables au tourisme			
	Total	Fédéral	Provincial et Territorial	Municipal	Total	Fédéral	Provincial et Territorial	Municipal
Produits agricoles	272	164	108	-	1	0	0	-
Produits forestiers	19	12	7	-	-	-	-	-
Produits de la pêche ou du piégeage	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits miniers et services connexes	250	229	21	1	0	0	0	-
Aliments industriels	12 742	5 639	7 103	-	756	358	398	-
Produits du pétrole et du charbon	7 522	3 879	3 643	-	1 784	922	862	-
Autres produits fabriqués	19 483	10 542	8 942	-	1 141	702	440	-
Construction	2 930	2 279	651	-	-	-	-	-
Transport aérien et services connexes	628	564	64	-	599	537	61	-
Transport ferroviaire	11	8	3	-	10	8	2	-
Transport par eau	10	8	2	-	9	7	2	-
Transport en commun et autres transports	70	38	32	-	2	1	1	-
Autobus, interurbain, nolisé et d'excursion	16	13	3	-	15	12	3	-
Taxi	34	26	8	-	4	3	1	-
Services des agences de voyages	54	42	13	-	54	41	13	-
Autres transports	66	52	14	-	4	3	1	-
Entreposage	9	7	2	-	-	-	-	-
Services de communications	1 517	806	711	-	-	-	-	-
Services publics	996	671	312	13	-	-	-	-
Commerce de gros	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce de détail	822	382	440	-	98	46	53	-
Entretien de véhicules automobiles	790	407	383	-	52	27	26	-
Services financiers, assurances, etc.	1 932	630	1 302	-	-	-	-	-
Loisirs et spectacles	5 779	565	5 210	4	1 427	139	1 287	1
Services commerciaux	174	136	37	-	-	-	-	-
Services personnels	683	477	207	-	41	29	12	-
Hébergement	402	177	214	11	363	160	194	10
Restauration	2 679	1 592	1 087	-	533	317	216	-
Autres fournitures et services	536	272	264	-	-	-	-	-
Location de voitures	79	40	38	-	18	9	9	-
Autres services commerciaux	0	0	-	-	-	-	-	-
Services des administrations publiques	70	57	13	-	-	-	-	-
Biens et services touristiques	9 692	3 034	6 643	15	3 032	1 234	1 788	11
<i>en pourcentage du secteur des entreprises</i>	<i>16,0</i>	<i>10,2</i>	<i>21,5</i>	<i>52,1</i>	<i>43,9</i>	<i>37,1</i>	<i>49,9</i>	<i>100,0</i>
<i>en pourcentage de l'économie totale</i>	<i>16,0</i>	<i>10,2</i>	<i>21,6</i>	<i>52,1</i>	<i>43,9</i>	<i>37,1</i>	<i>49,9</i>	<i>100,0</i>
Biens et services non touristiques	50 883	26 677	24 193	14	3 881	2 089	1 792	-
Total du secteur des entreprises	60 506	29 654	30 823	28	6 913	3 322	3 580	11
Total de l'économie	60 575	29 711	30 836	28	6 913	3 322	3 580	11

À noter: (1) Le caractère gras indique qu'il s'agit des biens et services touristiques.

(2) Les chiffres ayant été arrondis leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Tableau C5 : Demande touristique, 1998 (en millions \$)

Biens et services	Dépenses touristiques
Produits agricoles	268
Produits forestiers	-
Produits de la pêche ou du piégeage	14
Produits miniers et services connexes	2
Aliments industriels	2 871
Produits du pétrole et du charbon	1 754
Autres produits fabriqués	3 384
Construction	-
Transport aérien	10 513
Transport ferroviaire	206
Transport par eau	244
Transport en commun et autres transports	152
Autobus, interurbain, nolisé et d'excursion	612
Taxi	165
Services des agences de voyages	2 657
Autres transports	-
Entreposage	21
Services de communications	-
Services publics	-
Commerce de gros	1 434
Commerce de détail	3 065
Entretien de véhicules automobiles	695
Services financiers, assurances, etc.	-
Loisirs et spectacles	3 210
Services commerciaux	-
Services personnels	508
Hébergement	7 230
Restauration	5 440
Autres fournitures et services	-
Location de voitures	1 250
Autres services commerciaux	192
Services des administrations publiques	-
Biens et services touristiques	31 526
<i>en pourcentage du secteur des entreprises</i>	<i>68,7</i>
<i>en pourcentage de l'économie totale</i>	<i>68,7</i>
Biens et services non touristiques	14 361
Total du secteur des entreprises	45 887
Total de l'économie	45 887

À noter : (1) Le caractère gras indique qu'il s'agit des biens et services touristiques.

(2) Les chiffres ayant été arrondis leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Tableau C6 : Autres impôts sur la production dont la TPS et la TVP - directement attribuables au tourisme, 1998 (en millions \$)

Branches d'activité	Total des administrations publiques			Fédéral			Provincial et Territorial			Municipal
	Total	Subventions	Net	Total	TPS	Autre	Total	TVP	Autre	Total
Cultures agricoles et élevage	12	14	-3	1	-	1	5	0	5	5
Foresterie et exploitation forestière	0	0	0	0	-	0	0	0	0	0
Pêche, chasse et piégeage	0	0	0	0	-	0	0	0	0	0
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	1	0	1	0	0	0	1	0	0	0
Services publics	1	0	1	0	-	0	1	0	0	1
Construction	4	-	4	1	-	1	2	0	2	1
Fabrication	61	7	53	1	-	1	24	3	21	35
Commerce de gros	50	3	47	5	-	5	24	4	19	21
Commerce de détail	145	10	135	10	-	10	62	9	53	73
Transport aérien et services connexes	374	0	374	46	-	46	237	84	154	90
Transport ferroviaire	40	29	11	4	-	4	22	6	16	13
Transport par eau	10	12	-2	1	-	1	6	1	5	2
Services urbains de transport en commun	10	115	-104	2	1	1	6	2	4	3
Transport interurbain et rural par autocar	11	0	11	1	0	1	8	1	6	2
Services de taxi et de limousine	19	0	19	1	-	1	8	2	7	9
Tous les autres services de transport en commun et de transport terrestre de voyageurs	18	2	16	3	0	3	12	1	11	3
Transport de tourisme et d'agrément	6	0	6	0	-	0	3	0	2	3
Autres transports et entreposage	2	2	1	0	0	0	1	0	1	1
Présentation de films et de vidéos	10	0	9	0	-	0	4	0	3	6
Industrie de l'information et industrie culturelle	6	3	3	0	-	0	3	1	2	3
Location et location à bail de matériel automobile	47	-	47	7	0	7	25	8	17	15
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	87	2	85	7	5	1	31	2	28	49
Services professionnels, scientifiques et techniques	0	0	0	0	-	0	0	0	0	0
Services de préparation de voyages et de réservation	45	6	39	1	-	1	24	11	13	20
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	0	0	0	0	-	0	0	0	0	0
Loisirs et spectacles	121	30	91	44	39	4	49	22	27	29
Services d'hébergement	512	17	495	32	-	32	248	25	222	232
Services de restauration et débits de boissons	181	5	176	29	-	29	113	7	106	38
Autres services, sauf les administrations publiques	24	1	23	2	-	2	12	3	8	10
Services d'enseignement	-	-	0	-	-	-	-	-	-	-
Soins de santé et assistance sociale	-	-	0	-	-	-	-	-	-	-
Institutions sans but lucratif au service des ménages	5	-	5	2	2	0	2	1	1	0
Administrations publiques	11	-	11	3	2	1	5	2	3	3
Total du secteur des entreprises	1 796	257	1 539	200	47	154	929	195	734	667
<i>par dollar de dépenses touristiques</i>	<i>0,039</i>	<i>0,006</i>	<i>0,034</i>	<i>0,004</i>	<i>0,001</i>	<i>0,003</i>	<i>0,020</i>	<i>0,004</i>	<i>0,016</i>	<i>0,015</i>
Total de l'économie	1 812	257	1 555	205	51	155	936	199	738	670
<i>par dollar de dépenses touristiques</i>	<i>0,039</i>	<i>0,006</i>	<i>0,034</i>	<i>0,004</i>	<i>0,001</i>	<i>0,003</i>	<i>0,020</i>	<i>0,004</i>	<i>0,016</i>	<i>0,015</i>

À noter: (1) Le caractère gras indique qu'il s'agit d'une branche d'activité touristique.

(2) Bien qu'inclus dans ce tableau, les subventions aux branches d'activité (ou biens et services) ne sont pas déduites des revenus ailleurs dans les estimations principales, ni dans les autres tableaux de ce rapport.

(3) Les chiffres ayant été arrondis leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Tableau C7 : Impôts sur les produits (ventes finales), par source - directement attribuables au tourisme, 1998 (en millions \$)

	Total	Fédéral			Provincial et Territorial			Municipal
		Total	TPS	Import duties	Autre	Total	TVP	Autre
Biens et services								
Produits agricoles	1	0	0	0	0	0	-	-
Produits forestiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits de la pêche ou du piégeage	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits miniers et services connexes	0	0	0	0	0	0	-	-
Aliments industriels	756	358	154	16	188	398	330	68
Produits du pétrole et du charbon	1 784	922	221	0	702	862	76	786
Autres produits fabriqués	1 141	702	497	196	8	440	440	-
Construction	-	-	-	-	-	-	-	-
Transport aérien	599	537	288	-	249	61	61	-
Transport ferroviaire	10	8	8	-	-	2	2	-
Transport par eau	9	7	7	-	-	2	2	-
Transport en commun et autres transports	2	1	1	-	-	1	1	-
Autobus, interurbain, nolisé et d'excursion	15	12	12	-	-	3	3	-
Taxi	4	3	3	-	-	1	1	-
Services des agences de voyages	54	41	41	-	-	13	13	-
Autres transports	4	3	3	-	-	1	1	-
Entreposage	-	-	-	-	-	-	-	-
Services de communications	-	-	-	-	-	-	-	-
Services publics	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce de gros	-	-	-	-	-	-	-	-
Commerce de détail	98	46	46	-	-	53	53	-
Entretien de véhicules automobiles	52	27	27	-	-	26	26	-
Services financiers, assurances, etc.	-	-	-	-	-	-	-	-
Loisirs et spectacles	1 427	139	123	-	16	1 287	32	1 255
Services commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Services personnels	41	29	29	-	-	12	12	-
Hébergement	363	160	160	-	-	194	194	-
Restauration	533	317	317	-	-	216	216	-
Autres fournitures et services	-	-	-	-	-	-	-	-
Location de voitures	18	9	9	-	-	9	9	-
Autres services commerciaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Services des administrations publiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Total du secteur des entreprises	6 913	3 322	1 946	213	1 163	3 580	1 472	2 109
<i>par dollar de dépenses touristiques</i>	<i>0,151</i>	<i>0,072</i>	<i>0,042</i>	<i>0,005</i>	<i>0,025</i>	<i>0,078</i>	<i>0,032</i>	<i>0,046</i>
Total de l'économie	6 913	3 322	1 946	213	1 163	3 580	1 472	2 109
<i>par dollar de dépenses touristiques</i>	<i>0,151</i>	<i>0,072</i>	<i>0,042</i>	<i>0,005</i>	<i>0,025</i>	<i>0,078</i>	<i>0,032</i>	<i>0,046</i>

À noter: (1) Le caractère gras indique qu'il s'agit des biens et services touristiques.
 (2) Les chiffres ayant été arrondis leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Annexe D : Branches d'activité touristiques (Le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) 1997)

Transport aérien

- 4811 - Transport aérien régulier
- 4812 - Transport aérien non régulier

Transport ferroviaire

- 4821 - Transport ferroviaire

Transport par eau

- 4831 - Transport hauturier, côtier et sur les Grands Lacs par traversier
- 4832 - Transport sur les eaux intérieures par traversier

Transport par autobus

- 4851 - Services urbains de transport en commun
- 4852 - Transport interurbain et rural par autocar
- 4854 - Transport scolaire et transport d'employés par autobus
- 4855 - Services d'autobus nolisés
- 4859 - Autres services de transport en commun et de transport terrestre de voyageurs

Transport de tourisme et d'agrément

- 4871 - Transport terrestre de tourisme et d'agrément
- 4872 - Transport par eau de tourisme et d'agrément
- 4879 - Autres services de transport de tourisme et d'agrément

Taxis

- 4853 - Services de taxi et de limousine

Location et location à bail de véhicules automobiles

- 5321 - Location et location à bail de matériel automobile

Hôtels

- 7211 - Hébergement des voyageurs (sauf 721114- Motels)

Motels

- 721114 - Motels

Terrains de camping

- 721211 - Parcs pour véhicules de plaisance et campings

Autres services d'hébergement

- 721212 - Camps de chasse et de pêche
- 721213 - Camps récréatifs et de vacances, sauf les camps de chasse et de pêche
- 721198 - Tous les autres services d'hébergement des voyageurs

Services de restauration

- 7221 - Restaurants à service complet
- 7222 - Établissements de restauration à service restreint
- 7224 - Débits de boissons (alcoolisées)

Divertissements et loisirs

- 51213 - Présentation de films et de vidéos
- 7111 - Compagnies d'arts d'interprétation
- 7112 - Sports-spectacles
- 7115 - Artistes, auteurs et interprètes indépendants
- 7121 - Établissements du patrimoine
- 7131 - Parcs d'attractions et salles de jeux électroniques
- 7132 - Jeux de hasard et loteries
- 7139 - Autres services de divertissement et de loisirs

Services de voyage

- 5615 - Services de préparation de voyages et de réservation

Annexe E : Biens et services touristiques

Transports

- Transport aérien, passager
- Transport ferroviaire, passager
- Transport par eau, passager
- Autobus, interurbain, nolisé et d'excursion

Taxis

- Location de véhicules
- Réparations et pièces de véhicules
- Carburant de véhicules

Hébergement

- Hôtels
- Motels
- Camping
- Autres types d'hébergement (inclus pourvoiries, chalets commerciaux, chalets privés)

Restauration

- Repas provenant des services d'hébergement
- Repas provenant des services de restauration
- Boissons alcooliques provenant des services d'hébergement
- Boissons alcooliques provenant des services de restauration
- Repas et boissons alcooliques provenant des autres services touristiques

Autres biens et services touristiques

- Loisirs et spectacles
- Service d'agences de voyages
- Frais de conférence
- Dépenses avant le voyage (inclus les tentes et l'équipement de camping ainsi que les sacs de couchage, les valises et ensembles de voyage, les caravanes classiques, les auto caravanes et les tentes caravanes)

Autres biens et services achetés par des touristes

- Produits d'épicerie
- Bière, vin, et spiritueux achetés au détail
- Transport en commun et stationnement
- Autres biens et services (incluant produits du tabac, vêtements, cartes, souvenirs)

Glossaire

Autres excédents d'exploitation. Les revenus de production autres que les revenus du travail ou revenus mixtes. Inclus aussi la dépréciation et les bénéfices.

Autres transferts courants des particuliers aux administrations. Transferts non classés comme impôts sur le revenu ou cotisations aux régimes d'assurance sociale. Comprend les primes d'assurance-hospitalisation et santé, les amendes et pénalités ainsi que les dons aux secteurs des administrations publiques.

Bien ou service touristique. Un bien ou service pour lequel une part importante de la demande totale au Canada provient de touristes.

Branche touristique. Une branche qui cesserait d'exister ou qui continuerait d'exister selon un niveau d'activité sensiblement réduit en l'absence de tourisme. Les branches touristiques types comprennent le transport de passagers, l'hébergement, les services de restauration, les loisirs et divertissements et les agences de voyage.

Cotisations aux régimes d'assurance sociale. Cotisations des employeurs et salariés à l'assurance emploi, aux Régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec et aux caisses de santé et sécurité au travail.

Demande touristique. Les dépenses des visiteurs canadiens et étrangers à l'égard de biens et de services produits au pays. La demande touristique totale représente la somme de la demande intérieure et de la demande internationale.

Emploi lié au tourisme. Une mesure de l'emploi découlant des activités touristiques à l'intérieur des branches touristiques et non touristiques. Il est fondé sur une estimation des emplois plutôt que sur des équivalents temps plein. Ainsi, une personne qui travaille 10 heures par semaine, et une autre qui travaille 50 heures par semaine sont toutes les deux considérées comme occupant un emploi touristique.

Entreprises publiques. Entreprises et agences publiques à but lucratif ou visant à recouvrer leurs coûts et dont la motivation est semblable à celle des entreprises privées. Leurs bénéfices totaux (pertes déduites) sont comptabilisés dans le PIB, alors que seuls les bénéfices qu'ils versent aux administrations publiques le sont dans le compte des revenus et dépenses des administrations, sous revenus de placements.

Impôts sur facteurs de production. Il s'agit de versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques. Ils frappent l'emploi de main-d'oeuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ils sont dûs indépendamment de la quantité ou de la valeur des biens et services produits ou vendus.

Impôts sur produits. Il s'agit de versements obligatoires et sans contrepartie, prélevés par les administrations publiques sur la vente de biens et services. Parmi ces impôts se retrouvent les taxes de vente, les taxes sur les carburants, les droits et taxes à l'importation, les taxes d'accises sur le tabac et les produits de l'alcool.

Offre intérieure de biens et services touristiques. Tous les biens et services touristiques d'une région donnée produits principalement par les branches d'activité touristiques. L'offre intérieure de biens et de services touristiques n'étant pas toute achetée par les touristes, l'offre peut donc dépasser la demande touristique. Par exemple, seule une faible proportion des services de restauration offerts est achetée par les touristes, la majeure partie allant à la consommation locale. De plus, l'offre intérieure n'inclut pas les importations. Par exemple, la vente d'un billet d'avion par un transporteur aérien étranger est exclue de l'offre intérieure.

Prix de base. Une évaluation aux prix de base comprend le coût des facteurs de production (travail et capital) ainsi que les impôts et subventions sur facteurs de productions.

Prix du marché. Une évaluation exprimée en termes des prix effectivement payés par l'acheteur, c'est-à-dire après prise en compte de tous les impôts et subventions applicables.

Produit intérieur brut. Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'un pays ou d'une région au cours d'une période donnée. Le PIB peut être calculé de trois façons, soit comme la somme des revenus gagnés dans la production courante, la somme des ventes finales de la production courante ou la somme des valeurs ajoutées nettes dans la production courante.

Régime de pensions du Canada et régime de rentes du Québec. La partie du secteur des administrations qui concerne les opérations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, créés en 1966.

Revenu net des entreprises individuelles. Gains des propriétaires individuels, sauf les exploitants agricoles, au titre de leur propre entreprise. Englobe le revenu net des entreprises individuelles et des travailleurs à leur propre compte ainsi que le revenu net de loyers des particuliers.

Revenus de placements des administrations publiques. Dans le PIB, englobe les revenus d'intérêts des régimes de pension de la fonction publique, d'autres revenus d'intérêts et de dividendes des administrations et les redevances. Dans le compte des revenus et dépenses des administrations, comprend aussi les bénéfiques versés par les entreprises publiques aux administrations. Voir entreprises publiques.

Secteur des administrations publiques. Tous les ministères, agences et fonds généraux (budgétaires et non budgétaires) des administrations fédérale, provinciales et locales, y compris les sociétés de la couronne qui tirent plus de 50% de leurs revenus de transferts de l'administration mère. Englobe aussi les conseils scolaires, les universités, les collèges à but non lucratif, les hôpitaux, et les centres d'hébergement à but non lucratif, ainsi que le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec.

Secteur des entreprises. Tous les agents produisant des biens et services vendus à un prix censé couvrir le coût de production, soit sociétés, entreprises publiques, entreprises individuelles et professionnels à leur propre compte.

Secteur des sociétés et des entreprises publiques. Tous les agents du secteur des entreprises légalement constitués en sociétés, plus les entreprises publiques.

Subventions. Transferts des administrations publiques au secteur des entreprises, visant les coûts de production courants. Ces transferts viennent s'ajouter au revenu des producteurs au titre de la production courante. Les subventions peuvent être liés aux facteurs de production ou encore aux produits.

Tourisme. Défini par l'Organisation mondiale du tourisme et la Commission de statistique des Nations Unies, correspond aux " activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans les lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs ". Au Canada, on a défini le concept d'environnement habituel comme le territoire s'étendant jusqu'à 80 kilomètres du domicile. Lorsque l'on franchit une frontière internationale, cela est considéré comme une activité de tourisme, peu importe la distance parcourue. Le navettage, les voyages pour fin d'études, les déplacements des membres des forces armées, ainsi que ceux des migrants et des diplomates ne sont pas inclus.

Transferts courants des particuliers et entreprises individuelles aux administrations. Impôts sur le revenu, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts courants.

Ventes de biens et services par les administrations. Recettes tirées de la vente de biens et services, tels frais d'aqueduc, droits d'atterrissage et frais exigés pour les documents gouvernementaux.

Documents de référence

- [1] Commission canadienne de tourisme. Estimations des recettes du gouvernement imputables au tourisme, 1992. Part I. Rapport technique 1998-1, juin 1998.
- [2] Delisle, J. Le compte satellite du tourisme au Canada: une analyse des résultats de 1988 et 1992. Division des comptes des revenus et dépenses, Statistique Canada, 2001.
- [3] Department of Finance. Final Determination of Payments under the Tax Collection Agreements for the 1998 Taxation Year. Intergovernmental Tax Policy Division, Tax Policy Branch, Canada. February 2000.
- [4] Organisation for Economic Co-operation and Economic Development et al. Tourism Satellite Account - Recommended Methodological Framework. Organisation for Economic Co-operation and Economic Development, the Statistical Office of the European Communities, the United Nations and the World Tourism Organisation, May 2001.
- [5] Statistics Canada. A User Guide to the Canadian System of National Accounts. Income and Expenditure Division, catalogue 13-589-E, November 1989.
- [6] Statistique Canada, Guide du secteur public du Canada. Division des institutions publiques, octobre 1999.
- [7] -----, Guide des indicateurs nationaux du tourisme - sources et méthodes. Division des comptes des revenus et dépenses, no.13-594-GPF au catalogue, août 1996.
- [8] -----, Système de gestion financière(SGF). Division des institutions publiques, no. 68-F0023XIB au catalogue, juin 2002.
- [9] -----, Comptes économiques provinciaux. Estimations 2001 Tableaux et document analytique. Division des comptes des revenus et dépenses, no. 13-213 au catalogue, novembre 2002.
- [10] -----, Compte satellite provincial et territorial du tourisme pour le Canada, 1998. Division des comptes des revenus et dépenses série technique no40. Division des comptes des revenus et dépenses, no. 13-602 no 40 au catalogue, juin 2003.
- [11] -----, Comptes nationaux des revenus et dépenses. Estimation trimestrielles Quatrième trimestre 2002. Division des comptes des revenus et dépenses, no. 13-001 au catalogue, juin 2003.

Série technique

La Division des comptes des revenus et dépenses (DCRD) offre des tirés à part d'articles techniques, que l'utilisateur peut obtenir sans frais. Voici la liste des tirés à part disponibles. Pour obtenir des copies, vous pouvez communiquer avec la responsable des services aux clients au 613-951-3810 ou vous pouvez écrire à DCRD, Statistique Canada, 21^e étage, édifice R.H. Coats, Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario, K1A 0T6. (Internet: iead-into-dcrd@statcan.ca)

1. «Les indices de prix Laspeyres, Paasche et en chaîne dans les comptes des revenus et dépenses», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, quatrième trimestre 1988.
2. «Document technique sur le traitement de la production de céréales dans les comptes trimestriels des revenus et dépenses», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, premier trimestre 1989.
3. «Révision des données de la période 1985-1988 dans les comptes nationaux des revenus et dépenses», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, premier trimestre 1989.
4. «Incorporation dans les comptes des revenus et dépenses d'une décomposition de (investissement en machines et matériel)», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, troisième trimestre 1989.
5. «Les nouvelles estimations provinciales de la demande intérieure finale en prix constants», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, quatrième trimestre 1989.
6. «Produit intérieur brut en termes réels. sensibilité au choix de l'année de base», tiré à part de **L'Observateur économique canadien**, mai 1990.
7. «Révisions des données de la période 1986-1969 dans les comptes nationaux des revenus et dépenses», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, premier trimestre 1990.
8. «Les indices de volume dans les comptes des revenus et dépenses», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, premier trimestre 1990.
9. «Un nouvel indicateur des tendances de l'inflation par les salaires», tiré à part de **L'Observateur économique canadien**, septembre 1989.
10. «Tendances récentes des salaires», tiré à part de **L'Emploi et le revenu en perspective**, hiver 1990.
11. «Le système de comptabilité nationale du Canada et le système de comptabilité nationale des Nations Unies», tiré à part de **comptes nationaux des revenus et dépenses**, troisième trimestre 1990.
12. «La répartition des impôts indirects et des subventions aux composantes de la dépense finale», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, troisième trimestre 1990.
13. «Le traitement de la TPS dans les comptes des revenus et dépenses», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, premier trimestre 1991.
14. «L'introduction des indices de volume en chaîne dans les comptes des revenus et dépenses», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, premier trimestre 1991.
15. «Révisions des données de la période 1987-1990 dans les comptes nationaux des revenus et dépenses», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, deuxième trimestre 1991.
16. «Estimations en volume du commerce international des services commerciaux», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, troisième trimestre 1991.
17. «Le défi de la mesure dans les comptes nationaux», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, quatrième trimestre 1991.
18. «Étude sur le flux des services de consommation générés par le stock de biens de consommation», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, quatrième trimestre 1991.
19. «La valeur du travail ménager au Canada. 1986», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, premier trimestre 1992.
20. «Révisions des données de la période 1988-1991 dans les comptes nationaux des revenus et dépenses», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, estimations annuelles. 1980-1991.
21. «Achats outre-frontière - Tendances et mesure», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, troisième trimestre 1992.
22. «Comment lire» les statistiques produites par le gouvernement: un guide pratique», tiré à part de **Options Politiques**, vol. 14, n° 3, avril 1993.

23. «L'Actualité des comptes des revenus et dépenses trimestriels: une comparaison à l'échelle internationale», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, premier trimestre 1993.
24. «Comptes nationaux des revenus et dépenses: Estimations révisées pour la période de 1989 à 1992», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, estimations annuelles, 1981-1992.
25. «Comparaisons internationales des quantités et des prix: parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles, Canada et États-Unis», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, estimations annuelles, 1981-1992.
26. «La ventilation par secteur du PIB au coût des facteurs», tiré à part de **comptes nationaux des revenus et dépenses**, troisième trimestre 1993
27. «La valeur du travail ménager au Canada, 1992», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, quatrième trimestre 1993.
28. «Évaluation de la dimension de l'économie souterraine: le point de vue de Statistique Canada», tiré à part de **L'Observateur économique canadien**, mai 1994.
29. «Comptes nationaux des revenus et dépenses: Estimations révisées pour la période de 1990 à 1993», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, premier trimestre 1994.
30. «Rapport d'étape: élément environnemental des comptes nationaux du Canada», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, estimations annuelles, 1982-1993.
31. «Le Compte satellite du tourisme», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, deuxième trimestre 1994.
32. «Le système international de comptabilité nationale de 1993: son application au Canada», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, troisième trimestre 1994.
33. «La révision de 1995 des Comptes économiques et financiers nationaux», tiré à part de **Comptes économiques et financiers nationaux**, premier trimestre 1995.
34. «Une introduction aux produits financiers dérivés», tiré à part de **Comptes économiques et financiers nationaux**, premier trimestre 1995.
35. «L'effet du changement d'année de base sur le PIB», tiré à part de **Comptes économiques et financiers nationaux**, deuxième trimestre 1996.
36. «Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles, États-Unis et Canada: mise à jour jusqu'à 1998», tiré à part de **Comptes nationaux des revenus et dépenses**, troisième trimestre 1999.
37. «Capitalisation des logiciels dans la comptabilité nationale», **Comptes économiques et financiers nationaux**, Février 2002.
38. «Compte satellite provincial et territorial du tourisme pour le Canada, 1996», **Comptes économiques et financiers nationaux**, Avril 2002.
39. «Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles, États-Unis et Canada», **Comptes économiques et financiers nationaux**, Juin 2002.
40. «Compte satellite provincial et territorial du tourisme pour le Canada, 1998», **Comptes économiques et financiers nationaux**, Juin 2003.
41. «Recettes des administrations publiques attribuables au tourisme», **Comptes économiques et financiers nationaux**, Septembre 2003.